

Michel Barde

La Suisse, eldorado en sursis



Photom. a.d.

Les récentes élections législatives genevoises ont, à l'échelle de ce microcosme, confirmé des tendances que l'on peut observer dans nombre de pays européens: un centre qui s'affaiblit et qui se parcellise au profit de la montée des extrêmes, de gauche comme de droite. Les conséquences se traduiront inévitablement par une gouvernance plus difficile, à la recherche de majorités de cas en cas.

Est-ce grave, Docteur? Oui, dans la mesure où cette situation reflète l'état d'inquiétude d'une partie de la population qui se sent déboussolée face à l'immigration, à l'insécurité et à la peur du lendemain. Cette frange-là vit des réalités que tous ne connaissent pas et qui l'amène à se replier vers les tenants d'un discours certes simpliste, mais clair et qui la rassure. Ce qui, dans ce contexte, est étonnant, c'est de voir des chroniqueurs continuer de parler d'«alliance contre nature» lorsque ces extrêmes se rejoignent, ce qui devient de plus en plus une habitude. La fin des Trente Glorieuses et l'endettement massif des Etats qui les prive de toute marge de manœuvre conduisent à des velléités de protectionnisme aussi bien économique que politique qui pourraient s'avérer désastreuses.

Autrefois dominante, l'Europe ne compte plus aujourd'hui que 7 pour cent de la population mondiale. Elle en produit certes 25 pour cent des richesses mais absorbe à elle seule 50 pour cent des prestations sociales, selon les chiffres d'Angela Merkel. Ce déséquilibre ne pourra pas perdurer et c'est son inévitable remise en cause qui perturbe tout le continent.

En Suisse, même le parti socialiste, parti gouvernemental qui avait fait son credo de l'attachement à l'Union européenne, est traversé de l'idée de renoncer à la libre circulation des personnes, ce qui se traduirait par une rupture des accords avec Bruxelles. Comment ce parti ne voit-il pas qu'en soutenant un salaire minimum à 4000 francs par mois pour protéger les travailleurs indigènes, il ne fait qu'attirer de la main d'œuvre étrangère qui, chez elle, ne gagnerait pas le quart ou la moitié de ce montant?

Les partis du centre droit doivent se réinventer. Dire clairement ce qu'est l'économie et ce qu'impliquent nos indispensables relations avec l'Europe et le monde. Mais manifester aussi une empathie tangible avec ceux et celles qui ont le sentiment de rester au bord du chemin, pas seulement avec des chiffres dont notre pays n'a certainement pas à rougir, mais avec des mots et avec une présence. La gauche n'a pas le monopole du cœur.

Quand on voit les errances du gouvernement socialiste français, on mesure de sa part l'absence totale de connaissance et de compréhension des problèmes des entreprises en particulier et de la société civile en général. Mais cette absence gagne aussi la Suisse: lorsqu'une conseillère nationale socialiste, dans la campagne sur l'initiative 1:12, déclare qu'elle ne toucherait que les multinationales, elle méprise leur apport et leurs salariés et elle menace la vie de milliers de PME qui en dépendent en sous-traitance.

Célébré par la droite, mais aussi parfois par la gauche, le partenariat social mérite mieux que ce déni de réalité. ■

Michel Barde est ancien délégué patronal suisse à l'OIT.